

## BURUNDI

### Vie politique...

#### *(BUR\_1)Burundi – Info - 13/12*

"Nous allons mener un combat sans merci contre la corruption", ceci a été dit par le chef de l'Etat ce lundi 10 décembre lors du lancement de la semaine dédiée à la Journée Internationale de lutte contre la corruption au Burundi. Se référant sur le dernier rapport de Transparency International qui place le Burundi au 165ème position sur les 176 économies dans le monde, le chef de l'exécutif promet des mesures appropriées pour éradiquer une fois pour toute ce fléau.

"Même si nous faisons des pas de géant au niveau régional, nous devons savoir que l'indice de perception de la corruption 2012 publiée par Transparency International place notre pays au 165ème rang sur le plan mondial, et de surcroît, avec un score inchangé depuis 2011. Cela semble prouver que si ce n'est pas une erreur de calcul, il y aurait eu une interférence des sources d'informations sans doute occultes et malveillantes qui se cacheraient derrière ce rapport et il invite cette organisation à revoir son rapport.

Le numéro un de l'exécutif burundais a promis qu'il va redoubler d'ardeur dans le combat sans merci contre ce fléau qui une fois enraciné dans une société quelconque ne donne aucune chance au développement. Il a signalé entre autres qu'on va bientôt mettre en place un cadre cohérent et efficace de lutte contre la corruption conformément aux normes internationales. Ce cadre renforcera la capacité des structures en charge de la lutte contre la corruption et la rupture avec l'impunité.

Parmi les mesures envisagées figurent le recouvrement des biens et avoirs détournés ou acquis illicitement, le renforcement du partenariat avec la société civile et le secteur privé dans la lutte contre la corruption et enfin, l'éducation, l'information et la sensibilisation des citoyens, des cadres et agents de l'administration publique contre la corruption.

Le représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies au Burundi a apprécié positivement la volonté politique et la détermination du chef de l'Etat burundais dans la lutte contre la corruption et a prodigué ses conseils. Sur plan économique, la lutte contre la corruption requiert au moins trois facteurs essentiels : une responsabilité au plan macroéconomique basées sur la transparence financière, tant dans la mobilisation que dans la dépense des ressources publiques ; la transparence dans les décisions visant la réglementation et la passation des marchés et une participation effective de la société civile et la redevabilité des agents de l'Etat envers la population", a indiqué Parfait Onanga Anyanga.

Signalons que le Burundi est classé par East African Bribery Index 2012 au 2ème rang des pays les moins corrompus de l'Afrique de l'Est derrière le Rwanda et parmi les 10 pays les plus réformateurs au monde en 2012 par le rapport de Doing Business.

Le représentant spécial du Secrétaire Général des Nations Unies au Burundi conclut ses propos en renouvelant un soutien indéfectible au gouvernement du Burundi dans son combat contre la corruption et le souhaite plein succès.

*Lire aussi sous :*

[http://www.africatime.com/burundi/nouvelle.asp?no\\_nouvelle=709032&no\\_categorie=](http://www.africatime.com/burundi/nouvelle.asp?no_nouvelle=709032&no_categorie=)